

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA CRISE CHYPRIOTE THE CYPRUS CRISIS

Edited by / Sous la direction de
Stephanos Constantinides
Thalia Tassou

With Associate Editor / Avec la collaboration de
Panayiotis Constantinides

Contributors / Contributions de
Jean Catsiapis
Giorgos Kentas
Michalis Kontos
Aris Petasis
Christos Psilogenis

Panayotis J. Tsakonas, Dimitris K. Xenakis
*European Approaches to Illegal Migration in
the Mediterranean: An Overall Assessment*

Panagiota Manoli
*Overlapping Crises Cast Shadow Over
Euro-Mediterranean*

Konstantinos Lambropoulos
*Obama's Elusive Foreign Policy "Doctrine"
and its Impact on the MENA Region*

Volume 21, No 1, Spring / Printemps 2013

1

Chypre: chronologie de la crise financière (juin 2012-avril 2013)

Jean Catsiapis*

25 juin: Chypre fait appel à l'aide de l'UE afin de contenir les risques encourus par son économie du fait des lourdes pertes (4,5 milliards d'euros) de ses banques dûes à la crise financière de la Grèce. Le montant de l'aide demandée serait de l'ordre de 4 à 10 milliards d'euros.

4 septembre: L'Archevêque Chrysostomos II et les évêques chypriotes décident une baisse de 25% de leur salaire et une renonciation à leur 13ème mois.

8 octobre: L'agence de notation Moody's abaisse de 3 crans à B3 la note de la dette souveraine de Chypre, note synonyme de faible sécurité de remboursement à long terme pour les créanciers du pays.

4 novembre: Le journal allemand Der Spiegel se fait l'écho d'un rapport des services secrets allemands (BND) qui indique qu'aider Chypre reviendrait à aider la mafia russe.

22 novembre: Accord technique entre la Troïka (UE, BCE, FMI) et Chypre sur le principe d'une aide. Chypre devient le 5ème Etat de la zone euro à être placé sous assistance.

13 décembre: L'Eurogroupe invite Chypre à finaliser ses négociations sur le projet de Mémoire proposé par la Troïka.

25 janvier: L'agence de notation Fitch abaisse de 2 crans la note de Chypre de BB – à B, soit à 2 rangs des pays considérés comme en cessation de paiement.

4 mars: Olli Rehn, Commissaire européen aux affaires économiques, déclare: «Si Chypre se trouvait en faillite de façon désordonnée, le résultat serait quasi-certainement une sortie de la zone euro».

* Université de Paris X

Le Ministre chypriote des Finances Michel Sarris estime qu'il n'est pas question d'imposer des pertes à quelque déposant que ce soit.

15 mars: L'Eurogroupe adopte un plan d'aide financière à Chypre: un prêt de 10 milliards d'euros est accordé à Nicosie moyennant une taxe de 6,75% sur les comptes bancaires chypriotes d'un montant inférieur à 100 000 euros et d'une taxe de 9,9% pour les comptes d'un montant supérieur à cette somme. Le gouvernement décide la fermeture des banques.

19 mars: La Chambre des Représentants de Chypre rejette par 36 voix et 19 abstentions le plan d'aide financière décidé par l'Eurogroupe. Les autorités chypriotes s'efforcent de mettre en place un plan B à la suite du rejet du plan de sauvetage.

19 – 21 mars: Echec de la mission à Moscou du ministre des finances, Michel Sarris, pour obtenir une aide financière de la Russie.

20 mars: L'Archevêque Chrysostomos II met le patrimoine de l'Eglise orthodoxe à la disposition du pays pour éviter sa faillite.

21 mars: Les distributeurs de la banque Laïki sont pris d'assaut par ses clients. Les retraits sont limités à 260 euros par jour. La Banque centrale européenne menace de priver les banques chypriotes de liquidités à compter du 25 mars si le plan de sauvetage élaboré par l'Eurogroupe n'est pas adopté.

22 mars: Le prix Nobel chypriote d'économie Christopher Pissaridès déclare s'opposer au démantèlement du système bancaire de Chypre.

25 mars: L'Eurogroupe et le FMI s'accordent pour un prêt de 10 milliards d'euros à Chypre (9 milliards déboursés par le premier et 1 milliard consenti par le second). Ce prêt a été soumis à des conditions: réduction de moitié du secteur bancaire chypriote (démantèlement de la banque Laïki), taxation de l'ordre de 30 à 50% des comptes bancaires des particuliers supérieurs à 100 000 euros.

2 avril: Création d'une commission d'enquête composée de 3 anciens juges à la Cour suprême pour déterminer les responsabilités, y compris pénales, relatives à la crise financière. Le président Anastasiadès a précisé que cette commission n'épargnerait personne, pas même sa propre famille.

Démission du ministre des Finances Michael Sarris, ancien dirigeant de la

banque Laïki démantelée par le plan de sauvetage. Il est remplacé par Harris Georgiadès, qui venait être nommé ministre du travail.

11 avril: Sur les 6 000 noms de personnes ayant retiré leur argent du 1^{er} au 15 mars figurent la fille du président Anastasiadès (15 millions d'euros) et Michel Sarris, l'ancien ministre des finances (3 millions).

Les besoins de Chypre dans le cadre d'un plan de sauvetage de l'île au bord de la faillite sont passés de 17,5 à 23 milliards d'euros, a indiqué aujourd'hui Christos Stylianides le porte-parole du gouvernement chypriote.

17 avril: Harris Georgiadès, le ministre des finances, annonce que Chypre envisage de vendre une partie de ses réserves d'or dans les prochains mois.

21 avril: Le gendre du Président Anastasiadès, accompagné de son père, a rencontré l'Archevêque de Chypre. Les deux hommes ont fait don à l'Eglise de Chypre d'une somme de 3 millions d'euros.

24 avril: Selon des sources de Bruxelles Chypre obtiendrait en mai une tranche de 2 milliards d'euros et en juin une autre tranche d'un milliard d'euros. Le taux d'intérêt serait de l'ordre de 2%.

30 avril: La Chambre des Représentants adopte par 29 voix [Disy(droite) Diko (centre démocratique) et le président du parti européen Evroko] contre 27 [Akel (communiste) Edek (socialiste) Ecologiste] le plan de sauvetage de 10 milliards d'Euros à Chypre mis au point par l'Eurogroupe et le FMI moyennant des clauses draconiennes.

Andros Kyprianou, Secrétaire général de l'Akel, préconise la sortie de Chypre de la zone euro, qui serait approuvée par referendum.